



SEANCE DU 9 AVRIL 2026

N° 2026 - 31	L'an deux mille vingt-six, le neuf avril, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Bassan se sont réunis sous la présidence de Monsieur Michel SANCHEZ, Maire
Date convocation : 01/04/2026	
Présents	M. Michel SANCHEZ, Mme Geneviève CAUSSIDERY, M. Vincent CANALS, Mme Christine PUECH, M. Christian CASSAN, Mme Sabine RATIÉ, M. Christophe VIDAL, Mme Marie-Agnès SCHERRER, M. Thomas PEIXOTO, Mme Nathalie CERVERA, M. Philippe BERTRAND, Mme Sylvie FITOUSSI, M. Jean-Paul AUCOUTURIER, M. Johan MOUISSON, Mme Armelle JULIEN, M. Mathieu LABORDE, Mme Delphine GENEREUX, M. Olivier STROOBANTS
Absents Excusés	
Procurations	Mme Solange MOLES donne procuration à Mme Christine PUECH
Elus en exercice : 19 Présents : 18 Absents : 0 Procurations : 01 Votants : 19	Objet : DESIGNATION DU CORRESPONDANT SECURITE ROUTIERE DE LA COMMUNE Secrétaire de séance : Thomas PEIXOTO

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que depuis le 26 Octobre 2001 a été mis en place un réseau de correspondant sécurité routière dans chaque commune.

Après avoir rappelé les missions de ce correspondant sécurité routière, Monsieur le Maire invite l'Assemblée Délibérante à procéder à sa désignation.

Le Conseil Municipal, après avoir ouï l'exposé de son Président et délibéré :

Vu les candidatures de M. Christian CASSAN

- **DESIGNE** M. Christian CASSAN en qualité de correspondant sécurité routière de la Commune de BASSAN et M. Olivier STROOBANTS en qualité de suppléante.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier par le site Internet www.telerecours.fr, dans un délai de DEUX MOIS à compter de son affichage ou de sa notification.
- Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Montpellier s dans le délai de deux mois, à compter de sa date de publication et sa transmission aux services de l'État (article R. 421-1 du Code de Justice administrative) ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été préalablement déposé.
- Transmis au représentant de l'Etat, le 13 avril 2026.
- Affiché et publié le 13 avril 2026

Pour extrait conforme,
Le Président de séance,

Le Secrétaire de séance,

Michel SANCHEZ



Thomas PEIXOTO